

Un CFC pour les métiers du solaire dans le pipeline

Formation
Swissolar prépare un apprentissage d'installateur solaire pour 2024. En attendant, le Groupe E forme déjà ses premiers monteurs.

L'essor de l'énergie solaire en Suisse crée de nouveaux besoins professionnels. C'est pourquoi Swissolar, l'Association faîtière des professionnels du secteur, s'apprête à lancer un apprentissage d'installateur solaire dès la rentrée 2024.

Un certificat fédéral de capacité (CFC) et une attestation fédérale (AFP) de formation d'installateur solaire devraient ainsi être disponibles. La démarche s'inscrit dans le prolongement de la formation Solar Access que vient de lancer le Groupe E sur son site de Boudry (NE).

Le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) ainsi que les cantons doivent encore donner leur aval. Mais le processus paraît bien engagé. Dans un article paru il y a deux semaines, le quotidien «Le Temps» croyait savoir que le lieu de formation prévu en Suisse romande serait aux Paccots (FR).

Quant au nouveau cursus lancé par le Groupe E, il vise à pallier, à court terme, le manque de personnel qualifié pour installer des panneaux solaires. L'entreprise énergétique a présenté Solar Access comme étant la première formation en solaire photovoltaïque de Suisse occidentale, dans les locaux de sa société Vuillomenet. Neuchâtel, «canton du solaire», s'est réjoui le conseiller d'État Laurent Favre. «Après la recherche fondamentale et appliquée, au tour de la formation», a relevé le ministre de l'Énergie.

Première volée

La première session de la formation Solar Access a débuté le 26 septembre pour s'achever ce vendredi. Les douze participants suivent un programme de 50 heures, réparties sur deux semaines et en neuf modules. Seize

professionnels internes au Groupe E assurent l'encadrement, a détaillé Marc Beaud, responsable produits au sein de l'entreprise. Le programme constitue une première en attendant le premier CFC en 2028.

Les participants rejoindront ensuite les équipes du groupe, en qualité de monteur, aide-monteur et chef de chantier. Pas moins de 170 candidatures sont parvenues depuis mars. D'autres volées viendront pallier un «manque structurel», relève Marc Beaud. L'idée consiste à proposer trois sessions par an. «Il y a un intérêt public» pour ce type de formation, note Laurent Favre.

Le coût de cette formation, entre 5000 et 10'000 francs, est assumé par le Groupe E. L'objectif est de doubler les effectifs de l'entreprise fribourgeoise d'ici à trois ans, en passant de 100 à 200 personnes, toutes professions confondues (métiers techniques et administratifs).

Approvisionnement difficile

Ainsi, le Groupe E pourra pleinement répondre aux besoins du marché. La demande a doublé en l'espace d'un an. L'énergéticien a déjà réalisé 750 installations jusqu'ici en 2022, contre 500 l'an passé pour la même période. Plus de 1200 chantiers sont en cours, dont celui du grand parc solaire à côté de la raffinerie de Cressier (NE).

Marc Beaud a admis certains problèmes d'approvisionnement. Le Groupe E est le gestionnaire qui compte le plus grand nombre d'installations en Suisse, avec 13'700 d'entre elles connectées à son réseau. Ces dernières permettent à des particuliers de développer leur autoconsommation et de revendre leurs surplus.

La hausse moyenne des prix de l'énergie de 27% pour 2023 ne fait qu'accroître l'attrait du solaire, indique Jacques Mauron, directeur général du Groupe E. Et de rappeler que «la Suisse dépend encore à 60% des produits fossiles dans ses importations énergétiques». **ATS/CJD**



La formation interne organisée par le Groupe E se déploie sur son site de Boudry (NE). GROUPE E VIA ATS

Berne

Gregor Rutz ne veut pas aller au Conseil fédéral

Le conseiller national zurichois Gregor Rutz (UDC) ne veut pas succéder à Ueli Maurer au Conseil fédéral. Cité par les observateurs comme candidat potentiel, il a annoncé mardi qu'il ne visait pas de fonction exécutive et qu'il voulait rester entrepreneur. Depuis l'annonce de la démission d'Ueli Maurer, vendredi, aucune personnalité n'est sortie du bois. Le conseiller national bernois Albert Rösti, la ministre zurichoise Natalie Rickli ou la conseillère nationale saint-galloise Esther Friedli font partie des papables. **ATS**

Un détenu s'évade

Argovie Un détenu âgé de 34 ans s'est évadé mardi après-midi lors d'un transport près de la gare d'Aarau. La police n'a pas pu le retrouver pour l'instant malgré une importante opération de recherches. **ATS**

Mi-figue, mi-raisin

Agriculture L'année 2021 a été mitigée pour l'agriculture, a annoncé mardi la station fédérale Agroscope. La production végétale a souffert du mauvais temps, les prix de la viande de bœuf et du lait ont augmenté, et ceux de la viande de porc ont fortement baissé. Les exploitations agricoles ont gagné en moyenne 80'700 francs, soit 1,9% de plus qu'en 2020. **ATS**

Révolte en Iran



«Femme, vie, liberté», «À bas la dictature», les slogans hostiles au régime des mollahs résonnent partout en Iran. La vague de protestations continue à secouer quotidiennement le pays (ici à Téhéran). AFP

«Il n'y a pas de retour en arrière possible»

Depuis la mort de Mahsa Amini, la contestation ne cesse de prendre de l'ampleur. Signe que «quelque chose a vraiment basculé», pour l'anthropologue Chowra Makaremi.

Yannick Van der Schueren

La colère ne faiblit pas en Iran. Plus de deux semaines après le décès de Mahsa Amini, jeune kurde iranienne de 22 ans, à la suite de son arrestation par la police des mœurs pour un hijab mal ajusté, la vague de protestations continue à secouer quotidiennement le pays, malgré la répression. Plus de 130 manifestants ont été tués par les forces de l'ordre et des milliers d'autres arrêtés, selon l'ONG Iran Human Rights. Pour la chercheuse franco-iranienne Chowra Makaremi, anthropologue à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux du CNRS, ce mouvement prend «une dimension insurrectionnelle extrêmement puissante».

L'Iran a été ébranlé à plusieurs reprises par des mouvements de protestations, en quoi celui-ci est-il différent?

Il y a deux particularités frappantes. D'une part, cette protestation rassemble de façon très hétérogène les différents segments de la société. Ce mouvement est transversal à la fois en matière de classes, de générations, de genre avec la présence de femmes en première ligne, et de minorités ethniques et religieuses avec les Kurdes et les Baloutches.

D'autre part, on constate une grande solidarité de la population avec ces minorités opprimées depuis des décennies, ce qui n'était pas le cas avant. Le gouvernement a toujours dit qu'il réprimait les Kurdes et les Baloutches au nom de la sécurité d'État et de la lutte contre le terrorisme, des arguments respectés jusqu'à présent. C'est terminé, les lignes rouges

tracées par le pouvoir ces quarante dernières années ont été légèrement franchies.

Ce soulèvement traduit-il un rejet global de ce système autoritaire?

Oui, les revendications des manifestants ne concernent pas des droits spécifiques ou une amélioration des conditions de vie, ce sont des appels à un changement de régime. «On ne veut plus de ce pouvoir», les slogans ne demandent rien d'autre que le départ des gouvernants. Jamais les choses n'ont été dites de manière aussi claire auparavant.

Cette révolte était-elle attendue?

Oui et non. On a vu très rapidement les choses s'embraser après la mort de Mahsa Amini, mais on est dans un contexte très différent de 2009 par exemple, où le pays était aux prises avec une crise politique post-électorale. Ce qui se passe aujourd'hui est de l'ordre de l'émotion, une émotion collective très forte, ce n'est pas calculé, ce n'est pas rationnel, et dans une certaine mesure insaisissable. Comment expliquer que tout d'un coup tout le monde décide ensemble de ne plus avoir peur? La mort de cette jeune femme a été le scandale de trop.

En même temps, l'Iran est enlisé dans une crise économique et politique sans précédent avec la succession imminente du guide suprême et un président qui peine à asseoir sa légitimité. Dans ce contexte déjà très tendu, le tour de vis sur le voile par le chef de l'État, Ebrahim Raïssi, en juillet dernier, a contribué à mettre le feu aux poudres.

Est-ce qu'on peut parler d'une révolte de femmes?

Ce sont les femmes et les Kurdes qui l'ont initiée. Mais aujourd'hui, on ne peut plus parler de groupes ou de catégories sociales, on assiste à une convergence. En Iran, demander l'égalité est une revendication unificatrice pour les femmes et les hommes, puisque cela implique un changement de régime dont l'un des fondements est l'apartheid de genre, c'est-à-dire un système d'inégalité politique, sociale et de discrimination juridique envers 50% de la population.



«En Iran, demander l'égalité est une revendication unificatrice pour les femmes et les hommes, puisque cela implique un changement de régime dont un des fondements est l'apartheid de genre.»

Chowra Makaremi

Anthropologue à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux du CNRS

Les mouvements féministes sont très anciens et très organisés dans ce pays. Pour rappel, la toute première manifestation contre la République islamique en 1979 a été emmenée par des femmes qui protestaient déjà contre le port obligatoire du voile. Depuis, les féministes qui incarnent la résistance et l'opposition n'ont jamais cessé de se battre.

Les manifestants prennent d'énormes risques. Est-ce que la peur a changé de camp?

La peur est désormais dans les deux camps. La population est consciente que jouer sur la peur est l'arme du gouvernement. Mais ce qu'on observe, c'est que ce n'est pas que la violence de la répression qui fait la une des médias iraniens basés à l'étranger et des réseaux sociaux, mais aussi la force des mouvements qui répliquent le lendemain. Les images diffusées il y a quelques jours de ces lycéennes qui enlèvent leur voile et qui mettent dehors un représentant du Ministère de l'éducation sont incroyables. Quelque chose a vraiment basculé.

Le régime pourrait-il faire des concessions en ce qui concerne le voile?

Le guide suprême Ali Khamenei, qui est sorti de son silence ce lundi, n'a pas laissé la moindre ouverture sur un éventuel infléchissement de ce qui est, il faut le rappeler, un des fondements de ce régime. Le voile obligatoire n'est pas une dimension parmi d'autres, c'est un des piliers de cette théocratie.

Assiste-t-on au début d'un processus révolutionnaire?

Il y a une dimension insurrectionnelle extrêmement puissante. Des slogans tels que «À bas la dictature!» déjà présents en 2009, mais de façon extrêmement timide, sont aujourd'hui scandés par la foule dans les rues et le mouvement lui-même se définit comme une révolution. Personne ne sait comment ça va finir ni sur quoi ça va aboutir, mais ce qui est sûr, c'est que trop de frontières ont été brisées et qu'il n'y a pas de retour en arrière possible. Il y aura un avant et un après.